

Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur

Aperçu de la vie et des opérations d'un
mystérieux groupe armé djihadiste



Massacres à Beni

Depuis octobre 2013, près de 1 000 personnes ont été massacrées dans le territoire de Beni. Aucun groupe n'a revendiqué ces tueries, mais les Allied Democratic Forces (ADF) ougandais ont été des acteurs clés, collaborant parfois avec des groupes armés congolais. Le gouvernement congolais a également été impliqué dans certains massacres.

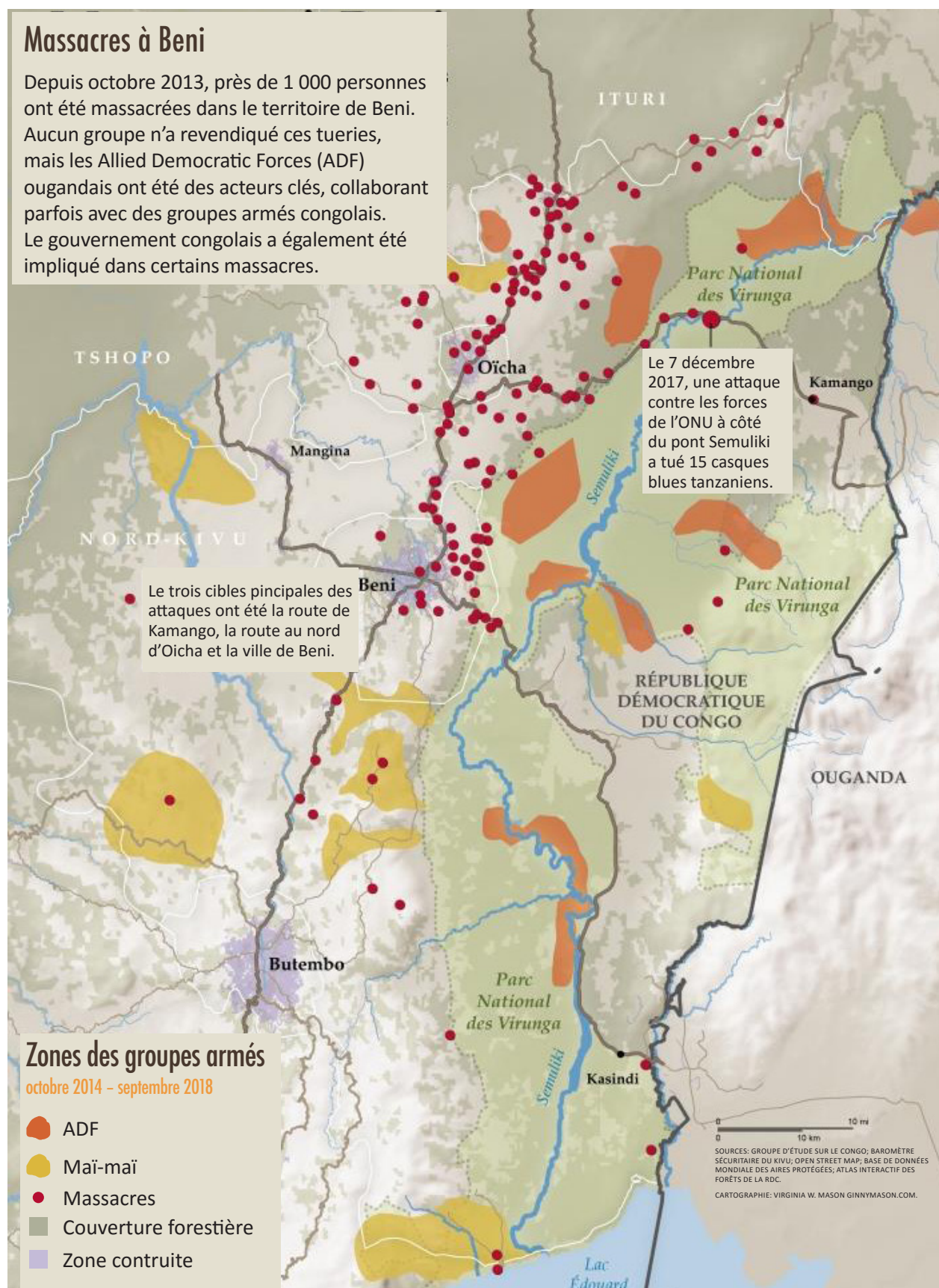


Table des matières

3 Résumé	5 Aperçu historique des ADF	8 Tendances récentes de la violence armée autour de Béni	12 Organigramme actuel des ADF
15 Liens entre les ADF et d'autres groupes islamistes militants	16 Analyse des vidéos	22 Conclusion	23 Références

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.

Photo de couverture: Un combattant étranger venu s'entraîner dans les bases des ADF au Congo.

Ordinateur ADF, obtenu par Bridgeway Foundation.

Résumé

Le territoire de Béni, dans l'Est de la République démocratique du Congo, a été le théâtre d'une violence sans précédent dans l'histoire récente du pays. Cependant, les massacres perpétrés autour de Béni, qui ont débuté en octobre 2014 et ont fait plus de 1 000 victimes, sont auréolés de mystère. Aucun groupe n'a officiellement revendiqué la responsabilité des tueries. Les recherches menées par le Groupe d'Étude sur le Congo et le Groupe d'experts des Nations unies laissent entendre que de nombreux acteurs, et notamment le gouvernement congolais, y ont participé.

Un groupe important impliqué dans le conflit est le groupe rebelle ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF). Depuis la fin des années 90, ce groupe a commis des massacres brutaux, des enlèvements et des pillages dans la région et ce, souvent en collaboration avec des milices et des dirigeants locaux. C'est l'un des groupes armés les plus meurtriers des Kivus.¹ Étant donné l'absence de désertions importantes, sa stricte discipline interne et le manque de communication avec l'extérieur, comprendre ses motivations, son organigramme interne et ses points de soutien s'est avéré une tâche difficile. Ce rapport, qui a été soutenu par la Fondation Bridgeway, donne un aperçu peu commun de cette organisation.

Entre 2016 et 2017, un membre des ADF a publié au moins 35 vidéos sur des réseaux sociaux privés tels que Telegram, Facebook et YouTube. D'après des événements mentionnés ou mis en scène dans les vidéos, nous pouvons déduire qu'elles ont probablement été enregistrées à un moment donné au cours des années 2016 et 2017. Les vidéos montrent des attaques des ADF, des soins prodigués à leurs blessés, des démonstrations d'arts martiaux, des séances d'endoctrinement d'enfants et des messages de propagande.

Accompagnées d'une dizaine d'entretiens menés auprès de déserteurs ADF² et de la société civile locale à Béni, ces vidéos suggèrent les informations suivantes :

- Le groupe s'efforce à tenter de se rallier à d'autres groupes djihadistes, sous le nom de *Madina at Tauheed Wau Mujahedeen* (MTM, « La ville du monothéisme et des monothéistes ») ; il arbore un drapeau semblable à celui utilisé par Al-Shabaab, Al-Qaida, ISIS et Boko Haram et met fortement l'accent sur une interprétation radicale et violente du Coran. La récente arrestation d'un intermédiaire financier kényan d'ISIS a révélé les premiers liens concrets qui unissent les ADF à d'autres groupes djihadistes par le biais de transactions bancaires.
- Bien que les Ougandais semblent être encore à la tête des ADF - aucun d'entre eux n'apparaît dans les vidéos - la propagande de ces vidéos s'adresse à un public beaucoup plus large de l'Afrique de l'Est qui parle le kiswahili, le luganda, l'arabe, le français et le kinyarwanda. Le kiswahili et des dialectes congolais et tanzaniens, qui sont les langues les plus répandues dans la région, sont largement utilisées dans les vidéos. Deux Burundais y sont également filmés.
- Les femmes et les enfants jouent un rôle important dans l'organisation. Dans deux vidéos, on les voit participer activement à des attaques, à des pillages et porter des armes. Plusieurs vidéos plus anciennes, enregistrées avant la récente escalade de violence, montrent au moins 70 à 80 enfants en train de se faire endoctrinés et suivant une formation militaire. Les femmes sont aussi très présentes dans plusieurs vidéos, on les voit dans leur rôle de combattantes, lisant le Coran et soignant des soldats blessés.
- Les ADF semblent vouloir modifier leur image au moment où l'organisation fait face à des pressions militaires et à un changement de leadership. Alors que les interprétations radicales de l'islam existent depuis longtemps chez les ADF, les déclarations que font les combattants dans ces vidéos encouragent et banalisent plus effrontément les actes de violence contre les « infidèles », les civils et les soldats, et appellent leurs collègues à se joindre à leur cause en devenant des martyrs.

Il est important de souligner que les gouvernements ougandais et congolais ont tous deux utilisé la présence de la menace islamiste à leur profit dans le passé, et que de nombreux autres acteurs des alentours de Béni sont impliqués dans les actes de violence qui y ont éclaté. Trouver une solution à la violence perpétrée dans la région de Béni impliquera d'analyser sa complexité. Comme l'ont indiqué les rapports précédents du GEC, des opérations militaires ciblées et

responsables menées contre les différents groupes armés présents dans la région font partie de cette complexité. Cependant, la manière dont les ADF sont interconnectées et liées à d'autres groupes armés locaux poussera aussi à exiger de l'administration locale et des services de sécurité qu'ils rendent davantage compte de leurs actions, en démantelant des réseaux de contrebande et de racket et en ciblant les réseaux de recrutement et de soutien régional des ADF.

Méthodologie et avertissement

Ce rapport est basé en grande partie sur une analyse de vidéos publiées essentiellement par un membre des ADF sur les réseaux sociaux. Alors que les intentions de cet individu ne sont pas toujours claires, certaines de ces vidéos ont pour objectif de recruter de nouveaux combattants. Ceci est un point important puisque l'objectif de ces vidéos a une influence sur l'image de l'organisation. En d'autres termes, les combattants présentés dans ces vidéos peuvent projeter une image du groupe afin de persuader de nouvelles recrues de le rejoindre ou afin de le rendre légitime aux yeux d'autres groupes djihadistes, en brouillant certains aspects de leur organisation qui ne correspondent pas à ces messages.

Par ailleurs, le GEC a interviewé directement quatre anciens combattants ou personnes à charge des ADF à Kampala et Béni, et obtenu des notes d'interviews, des transcriptions ou des enregistrements sonores de douze autres interviews de la Bridgeway Foundation. Parmi les déserteurs se trouvaient neuf anciens membres des ADF qui avaient abandonné le groupe au cours des quatre dernières années. Alors que certaines de ces personnes interviewées étaient en contact direct avec le haut commandement, aucune d'entre elles n'avait fait partie du processus de prise de décision de l'organisation, ce qui ne permet pas vraiment de déduire la stratégie, les alliances et les motivations des ADF dans leur ensemble.

Compte tenu de ces écueils, le but de ce rapport n'est pas de fournir une explication exhaustive des ADF mais plutôt d'analyser les vidéos et, en se basant sur les documents existants, d'offrir un aperçu des tendances actuelles de l'organisation qui peuvent avoir une incidence sur la violence perpétrée dans la région.



La rivière Semuliki que les ADF utilisent pour se protéger et se déplacer (crédits photo: Groupe d'experts de l'ONU 2011)

Aperçu historique des ADF

Les premiers membres de la rébellion des ADF ont d'abord appartenu à la secte tabligh, active en Ouganda depuis au moins les années 70 et qui a commencé à recevoir des fonds du Soudan après le renversement d'Idi Amin Dada.³ Cette communauté a vu le jour au début du XXe siècle dans une Inde sous domination britannique. À sa création, il s'agissait d'un mouvement conservateur appelé Tabligh, dont l'objectif était de raviver les valeurs et les pratiques de l'islam en mettant particulièrement l'accent sur les activités missionnaires.⁴ Bien que la communauté tabligh se soit en général opposée à la brutalité de groupes djihadistes - elle a même été la cible de militants islamistes à certains endroits -, ses membres ont parfois rejoint des groupes violents.

En Ouganda, la secte tabligh est parfois également associée à un courant salafiste de la communauté musulmane locale, ce qui n'est pas nécessairement le cas ailleurs. Certains de ses membres sont partis étudier en Arabie saoudite avec des bourses d'étude octroyées par des religieux saoudiens. Jamil Mukulu, devenu le chef des ADF, en est un exemple. Né chrétien, il s'est converti à l'islam dans sa jeunesse et s'est rendu à Riyad pour y étudier et en revenir avec une vision militante de l'islam.⁵ Selon un ancien de ses collègues, « il est revenu d'Arabie saoudite en musulman plus dévoué et prêt à mourir pour l'islam. Il parlait constamment de défendre l'islam. »⁶

Les querelles pour le pouvoir et le contrôle des mosquées locales ont dévasté la communauté musulmane ougandaise pendant des décennies, en particulier depuis qu'Idi Amin Dada avait fédéré tous les dirigeants musulmans au sein du Conseil supérieur des musulmans ougandais (UMSC), en 1971.⁷ En 1991, des membres de la communauté tabligh se sont unis à l'un des cheikhs qui convoitait la tête de l'UMSC. Lorsque les tribunaux ont confirmé l'élection d'une faction rivale, un groupe dirigé par Jamil Mukulu a pris d'assaut le siège de l'UMSC, situé dans la vieille mosquée de Kampala, tuant plusieurs policiers. Mukulu et d'autres individus ont été arrêtés et transférés à la prison de Luzira, où ils ont rencontré plusieurs anciens déserteurs de l'armée ougandaise qui prendraient par la suite le commandement des ADF.

En 1994, Mukulu a été libéré de prison et a créé le Mouvement des combattants ougandais pour la liberté (UFFM) à Hoima (Ouest de l'Ouganda) avec le soutien du gouvernement soudanais. Lorsque l'armée ougandaise a assiégé leur camp en 1995, Mukulu s'est enfui au Kenya, tandis qu'un autre dirigeant de l'UFFM, Yusuf Kabanda, guidait les jeunes soldats qui restaient vers le Congo de l'Est. Là-bas, le gouvernement soudanais a continué de les soutenir et ils ont conclu une alliance avec l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda (NALU), un groupe rebelle laïc ougandais.

L'alliance ADF-NALU s'est retrouvée empêtrée dans les politiques complexes des groupes armés du territoire de Béni, où elle était basée. À bien des égards, la NALU a fait figure d'héritière du Rwenzururu, ancien groupe rebelle ougandais, dont le but était de restaurer le pouvoir coutumier des communautés Bakonjo et Baamba dans l'Ouest de l'Ouganda. Ces groupes ethniques sont respectivement affiliés aux groupes ethniques Nande et Talinga du Congo avec lesquels ils partagent les langues et les cultures.

Alors que Mobutu Sese Seko soutenait aussi l'alliance ADF-NALU dans sa guerre par procuration contre Yoweri Museveni, l'armée ougandaise est intervenue dans le cadre d'une coalition pour le renverser en 1996, et le groupe rebelle a été forcé de fuir des zones urbaines. À la recherche d'un refuge, une partie du groupe s'est installée dans les savanes du sud-est de Béni alors qu'une faction qui lui était liée entamait des relations avec la communauté minoritaire Vuba dans le groupement Bambuba-Kisika, au nord de la ville de Béni. De nombreux Vuba ont rejoint les ADF-NALU, tandis que des chefs rebelles épousaient des femmes Vuba, achetaient des terres aux chefs Vuba pour établir des camps et collaboraient avec eux afin de faire du trafic d'or et de bois.⁸ Plus tard, lorsque le mouvement rebelle congolais, le Rassemblement congolais pour la démocratie/Kisangani – Mouvement de libération (RCD/K-ML) régnait sur la région, les ADF-NALU ont également collaboré avec eux de manière sporadique. Au début de la rébellion, les ADF-NALU entretenaient surtout des relations cordiales avec les communautés

congolaises tout en organisant des raids et des attaques réguliers en Ouganda, déplaçant plus de 100 000 personnes dans le district de Bundibugyo et kidnappant des dizaines de jeunes.

Cependant, au début des années 2000, plusieurs événements simultanés ont secoué le groupe. L'armée ougandaise a déployé des forces importantes contre les ADF et coopté des officiers supérieurs de la NALU pour les enrôler dans leur contre-insurrection. En 2005, les FARDC ont lancé leur première opération d'envergure contre le groupe avec le soutien des forces de maintien de la paix de l'ONU. Pendant ce temps, les processus de paix soudanais et congolais ont commencé à priver les ADF-NALU d'alliés locaux et de soutien étranger.⁹ En 2007, les dirigeants de la NALU se sont démobilisés à la suite d'un accord avec le gouvernement ougandais sur la reconnaissance du royaume du Rwenzururu, privant ainsi les ADF de leur principal allié.

Au même moment - et peut-être en raison de ces nouveaux défis auxquels ils devaient faire face - les dirigeants du groupe ont commencé à se radicaliser. Un de ses membres s'explique : « Vers 2003, nous avons commencé à appliquer la loi de la charia de manière plus stricte, à imposer la séparation des femmes et des hommes dans les

camps, et le rôle de l'islam au sein des ADF est ainsi devenu plus important. »¹⁰ Le groupe est devenu plus agressif envers la population locale, souvent en réaction à des attaques des FARDC, commettant des enlèvements et des pillages, et tuant des agriculteurs et des commerçants. Un rapport de l'ONU de janvier 2014 indique que des formateurs arabophones avaient rendu visite aux ADF et confirme l'application d'une interprétation stricte du droit islamique dans les camps ADF.¹¹

La plupart des comptes-rendus sur les ADF qui ont été faits vers 2013 décrivent un groupe reclus, uni et retranché dans deux camps principaux : près d'Isale, dans les contreforts des monts Ruwenzori, et à l'est de la ville d'Eringeti, dans la vallée de la Semuliki, dans le groupement de Bambubakisiki, qui est lié aux chefs traditionnels vuba.¹² Deux offensives de l'armée congolaise et de la MONUSCO – les offensives Ruwenzori (2010-2011) et Radi Strike (2012) – avaient considérablement amenuisé le groupe, réduisant le nombre de ses combattants à environ 110, sans pour autant vraiment affecter ses hauts dirigeants.¹³

Presque immédiatement après avoir vaincu la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda, l'armée congolaise a lancé les opérations Sukola I contre les ADF en décembre 2013. Cela a déclenché une série d'horribles massacres contre la population locale à partir d'octobre 2014. Selon une enquête approfondie menée par le GEC, la dynamique à l'origine de cette violence était complexe. La décision du gouvernement congolais de s'en prendre aux ADF, plutôt qu'aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), ce que réclamaient les États-Unis et d'autres pays influents, a probablement été influencée par le fait que le M23 avait tenté d'ouvrir une deuxième ligne de front dans la région de Beni, avec la participation d'anciens réseaux RCD/K-ML de la zone. Le gouvernement a commencé à arrêter des hommes d'affaires et beaucoup d'officiers de l'armée liés à cet ancien groupe rebelle.¹⁴

Cela permet d'expliquer pourquoi, lorsque les massacres ont véritablement commencé en octobre 2014, cela concernait un réseau décentralisé d'acteurs armés, à savoir d'anciens officiers du RCD/K-ML, des milices locales liées



Photo d'une enfant soldat armée dans un camp ADF inconnu. Publié dans les réseaux sociaux le 16 août 2016

à la communauté Vuba et même des officiers des FARDC.¹⁵ Chaque groupe a cherché à utiliser la violence pour défendre ses propres intérêts. Il semblerait que les ADF ont eu recours à la brutalité pour pouvoir survivre face à l'offensive du gouvernement et afin d'exercer des représailles envers les locaux pour leur collaboration avec celui-ci. Des déserteurs des ADF déclarent que c'est à ce moment-là qu'ils ont initié leur « guerre » contre les FARDC. Les enregistrements de Mukulu parlent ouvertement des combats contre les FARDC et appellent aux meurtres de « non croyants » parce qu'ils pourraient transmettre des informations sur les ADF.

Entre temps, les réseaux RCD/K-ML cherchaient aussi à discréditer le gouvernement et ont mis sur pied une nouvelle rébellion alors que les milices locales étaient impliquées dans des luttes pour le pouvoir politique et économique les opposant à des rivaux de la communauté. Les objectifs des FARDC sont plus difficiles à cerner, mais d'après des sources proches du général Akili Mundos, ce dernier aurait cherché à coopter les réseaux locaux RCD/K-ML en les faisant travailler pour lui, ce qui aurait contribué à prolonger la violence. Alors que le gouvernement congolais a principalement

insisté sur le fait que les ADF étaient responsables des massacres, des équipes indépendantes de chercheurs de l'ONU ainsi que certains groupes de la société civile ont aussi déclaré que d'autres groupes étaient impliqués.¹⁶

Entre octobre 2014 et décembre 2016, plus de 500 personnes ont été massacrées dans le territoire de Béni, en grande partie près de la route menant de Béni à Eringeti et en périphérie de Béni. Le mode opératoire des attaques variait considérablement, ce qui renforce la théorie selon laquelle la responsabilité ne pouvait être imputée qu'à un seul groupe. Aucune communauté religieuse ou ethnique n'était particulièrement visée et les massacres ont eu lieu dans des contextes à la fois urbains et ruraux, la plupart du temps pendant la nuit. Selon des témoins oculaires, les assaillants parlaient plusieurs langues, principalement le swahili mais aussi le kinyarwanda et le lingala, des langues que les ADF ne parlaient généralement pas pendant leurs opérations. Les massacres les plus importants se sont déroulés simultanément dans les trois villages de Tepiomba, Masulukwede et Vemba, le 20 novembre 2014, faisant 120 morts.¹⁷

Tendances récentes de la violence armée autour de Béni

La phase initiale des opérations de Sukola I a eu des effets dévastateurs sur les ADF, dont les pertes se comptaient probablement par centaines parmi les combattants et les personnes à leur charge.¹⁸ Le Groupe d'experts de l'ONU a conclu qu'au moment où le gros des troupes ADF fuyait en s'enfonçant dans la jungle, environ 200 d'entre eux, des enfants pour la plupart, sont morts de faim. Certains des hauts dirigeants, dont Jamil Mukulu, ont fui le pays et les FARDC ont envahi leurs camps principaux dans la vallée de la Semuliki.¹⁹

Après la mort en août 2014 du commandant des opérations de Sukola I, le général Lucien Bauma, les opérations des FARDC ont ralenti permettant aux ADF de retourner à certaines de leurs positions précédentes. Alors que le haut commandement n'avait pratiquement pas été touché, à l'exception de Jamil Mukulu et de certains de ses lieutenants qui avaient disparus en avril, le groupe a été réduit de manière significative. À la fin de 2014, des déserteurs des ADF et des fuyitifs ont déclaré qu'il ne restait plus qu'environ 60 à 70 combattants.²⁰ Un an plus tard, à la fin de 2015, l'ONU et les FARDC

évaluaient leurs effectifs entre 150 à 260 individus.²¹ Jamil Mukulu, qui avait dirigé le groupe depuis sa formation initiale en 1995, a été arrêté en Tanzanie en avril 2015 et extradé en Ouganda pour y être jugé. En son absence, Musa Seka Baluku est devenu le plus haut dirigeant des ADF.

Les massacres autour de Béni ont connu leur apogée au début de 2015 pour diminuer ensuite en fréquence et en intensité. Après une attaque à Rwangoma en août 2016, il n'y a plus eu de massacre important de civils ou d'attaque de bases militaires pendant pratiquement un an. Cependant, durant cette période, les ADF auraient été occupées à recruter et à se restructurer en interne. En 2016, des déserteurs ont déclaré qu'il y avait entre 200 et 300 membres ADF, dont des civils, dans le seul camp de Madina. Au milieu de l'année 2018, les Nations unies estimaient que leur contingent total comprenait entre 400 à 450 individus, dont des femmes et des enfants, tandis que des déserteurs évoquaient un chiffre beaucoup plus important.²² Comme c'était le cas avant les opérations Sukola I, les ADF ont continué

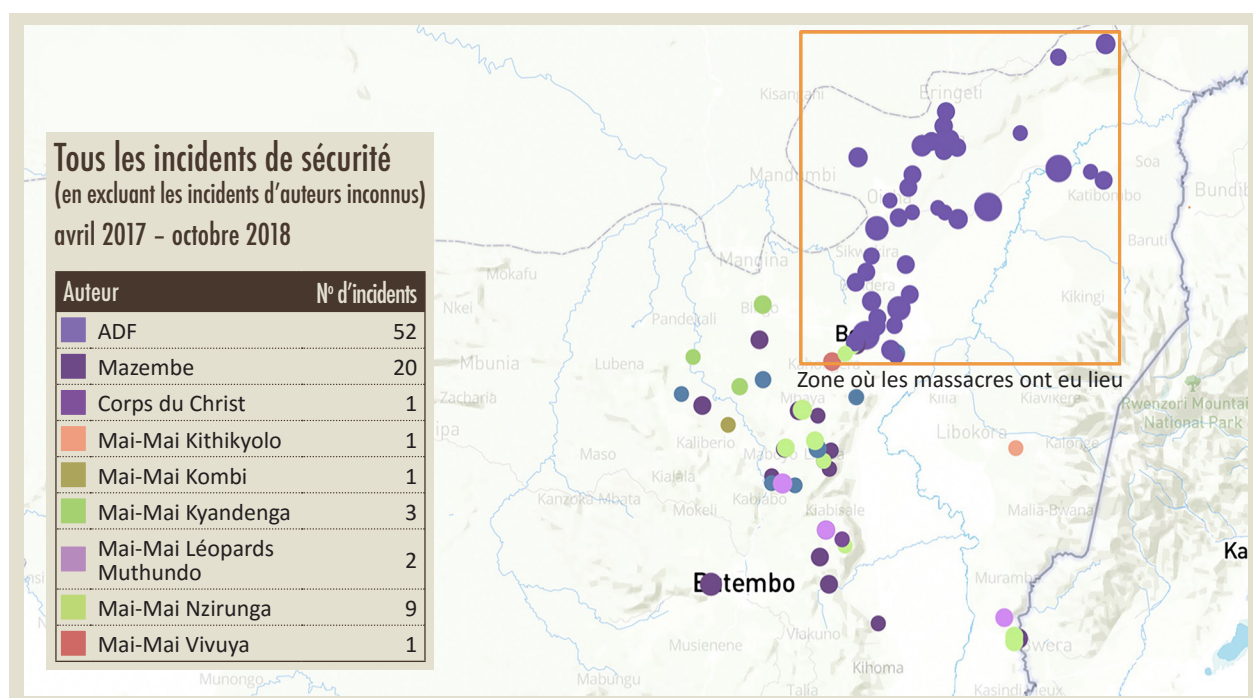


Figure 1 : Tous les incidents de sécurité (y compris les meurtres, enlèvements, kidnappings, viols en masse et affrontements) dans le territoire de Beni, avril 2017 à octobre 2018.²⁵

de recruter dans l'Est de l'Ouganda bien que d'autres nouveaux soldats venaient du Congo, du Rwanda, du Burundi et de la Tanzanie.²³

Vers le milieu de l'année 2017, des attaques de grande envergure ont recommencé, ciblant de plus en plus des installations militaires et des patrouilles – entre juin 2017 et septembre 2018, 315 civils ont été tués sur le territoire de Béné, soit beaucoup plus que dans n'importe quelle autre partie du Congo de l'Est durant la même période. La plupart des attaques continuaient de se dérouler le long de la route Beni-Oïcha et, dans un effort concerté pour affirmer leur contrôle sur la route de Mbau-Kamango, plusieurs attaques ont été menées contre les FARDC, ainsi qu'un raid dévastateur visant un camp des casques bleus de l'ONU situé près d'un pont traversant la rivière Semuliki, faisant 15 morts en décembre 2017. Ces assauts rappelaient de précédentes attaques qui avaient eu lieu le long de cette même route en 2013, quand un groupe armé – les ADF, paraît-il – avait attaqué des positions des FARDC et de la MONUSCO.²⁴

Il demeure difficile de mettre un nom sur les responsables de ces évènements étant donné qu'aucune de ces attaques n'a été revendiquée et

que des rapports de témoins oculaires signalent presque sans exception des « gens armés non identifiés ». Dans beaucoup de ces cas, certaines sources citent les ADF mais nous n'avons pas été en mesure de corroborer leurs témoignages. Une carte des groupes armés actifs dans la région (Figure 1) montre que mis à part les ADF, les autres groupes armés les plus proches sont ceux qui appartiennent aux communautés Vuba et Pakombe, lesquels ont aussi collaboré avec les ADF lors de certaines attaques.

Selon certaines informations, les ADF ont continué à collaborer de manière opportuniste avec d'autres groupes armés locaux et avec l'armée congolaise. Deux responsables des Nations unies en poste dans la région, ainsi qu'un membre d'une milice locale, ont déclaré que la collaboration des ADF avec des membres de la milice Vuba se poursuivait, tandis que l'attaque du 22 septembre 2018 sur la ville de Béni venait d'un territoire contrôlé par une milice locale à Mayangose.²⁶ La forme que prend cette collaboration et son étendue restent confuses.

Les autorités congolaises y ont répondu en lançant de nouvelles offensives militaires contre les ADF en janvier 2018. D'après le commandant des

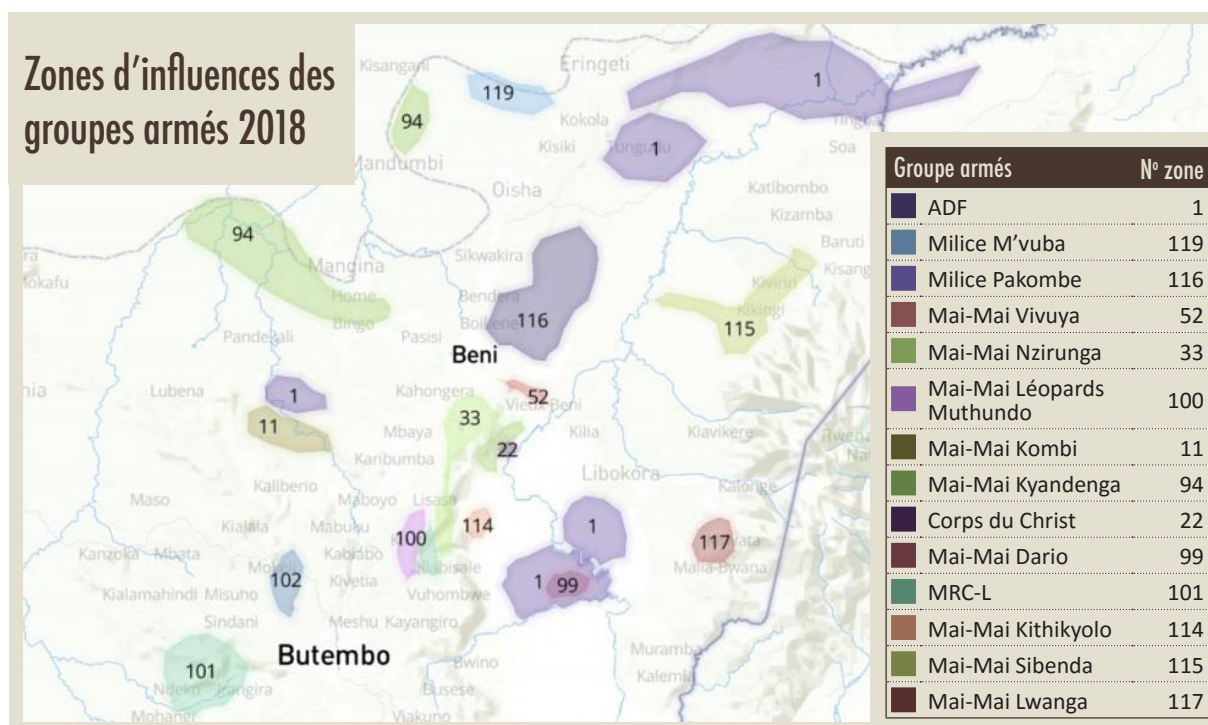


Figure 2 : Groupes armés dans le territoire de Beni

opérations, le général Marcel Mbangu, « c'est pour nous l'offensive définitive. Nous nous battons contre eux jusqu'à la fin, jusqu'à ce que notre territoire soit en sécurité. »²⁷ On a cru au début que cela allait se manifester par un redoublement d'efforts militaires significatif. L'armée congolaise a déployé des tanks et l'artillerie lourde et ses porte-paroles ont déclaré qu'ils iraient à la rencontre de l'ennemi sur leur propre terrain, adoptant des tactiques contre-révolutionnaires en pénétrant dans la jungle profonde.²⁸

Les opérations ont ciblé les deux principales bases ADF : dans le « Triangle de la mort », situé entre Mbau, Eringeti et Kamango, où la plupart des combats ont eu lieu dans le passé, et dans la savane au nord du lac Édouard, autour de Mwalika.

Ils ont essuyé de sérieux revers. Selon des commandants FARDC, des centaines de leurs soldats ont été tués au cours de ces opérations.²⁹ Les ADF s'étaient préparées à ces offensives, essayant des embûches et des pièges, alors que les FARDC manquaient de ressources, avaient des problèmes de communication et avaient exagéré le nombre de leurs troupes. L'armée congolaise a pu prendre le contrôle du principal camp ADF situé au sud, à Mwalika, le 13 février, mais la plupart des ADF se sont simplement déplacées vers un

autre de leur camp, à proximité. Le 12 avril, les FARDC ont lancé leur opération la plus ambitieuse au cœur d'une zone contrôlée par les ADF pour tenter de contrôler leurs quartiers généraux à Madina. Cependant, cette offensive s'est enlisée et la MONUSCO a dû déployer ses hélicoptères de combat pour venir en aide à un régiment FARDC pris au piège dans la forêt.

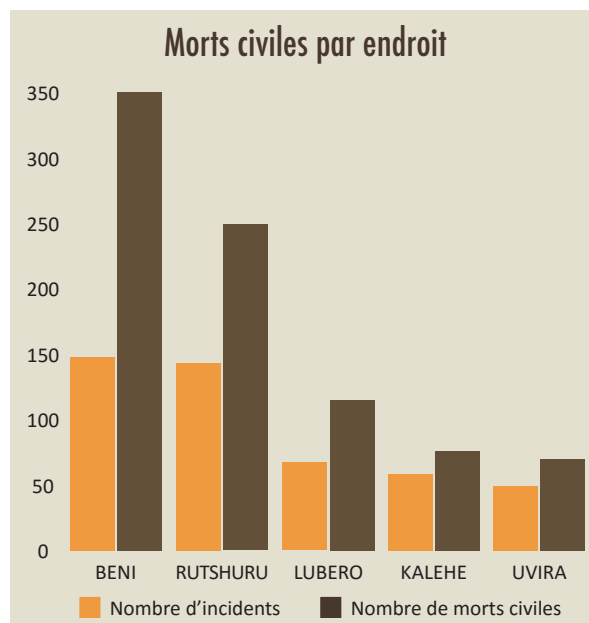


Figure 3: Massacres de civils par territoire dans le Nord et Sud Kivu depuis avril 2017.³⁰

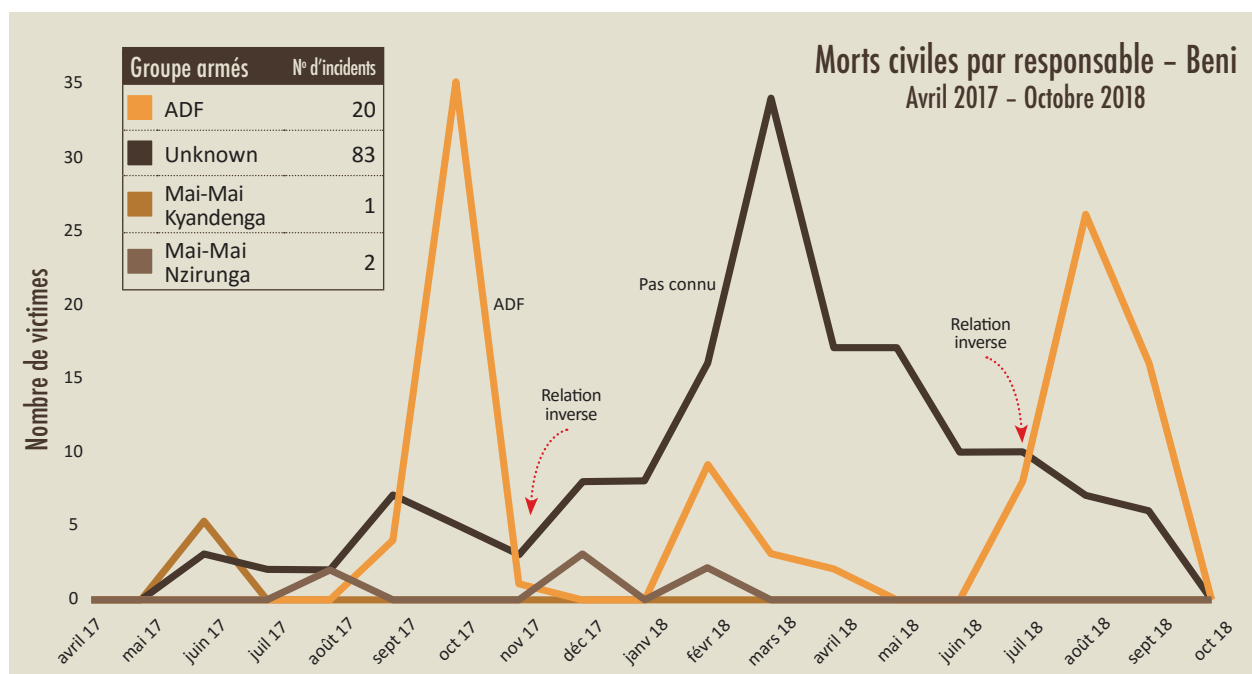


Figure 4: Morts de civils par territoire causées par des auteurs de massacres.

Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur

Depuis mai 2018, les FARDC n'ont mené aucune opération d'envergure. Vers le début du mois de septembre, la première opération conjointe de la MONUSCO et des FARDC s'est déroulée à Mayangose, à l'est de la ville de Béni, sans générer d'affrontements importants avec l'ennemi.

Entre temps, la violence a connu une recrudescence. Le 27 mars 2018, de présumés combattants des ADF ont pénétré dans la ville de Béni, tuant onze personnes, tandis que le 20 mai ils attaquaient le village de Mangboko, juste au nord de Béni, faisant dix victimes. Le 22 septembre 2018, les ADF ont fait un raid dans la partie est de la ville de Béni, tuant au moins quinze civils et quatre soldats congolais, blessant d'autres personnes, pillant et incendiant des maisons.

Organigramme actuel des ADF

Les informations sur les ADF se fondent largement sur des témoignages de déserteurs, dont la plupart n'avait pas accès aux décisions du haut commandement et dont la quasi-totalité ont été interviewés en prison en Ouganda. Il est cependant clair que les ADF se divisent en deux principaux groupes, l'un dans le sud du territoire de Béni, dans la plaine inondable de la rivière Semuliki vers le village de Mwalika (qui s'écrit aussi Mughalika), et l'autre dans le fameux « Triangle de la mort », à l'est de la route menant de Beni à Eringeti. Certaines sources, et en particulier parmi les combattants congolais et les intermédiaires du groupe, suggèrent que l'intérieur du groupe s'est fragmenté de façon significative et que certaines factions n'obéissent plus aux ordres des ADF. Nous ne sommes pas en mesure de confirmer cela, bien que cela soit plausible. Les interviews de déserteurs qui sont revenus en Ouganda donnent l'image d'une organisation unie.

D'après plusieurs anciens combattants, le camp Mwalika est le lieu de transition pour les nouvelles recrues et un point de relais pour les approvisionnements venant d'Ouganda et des marchés locaux de la région. Peu de massacres de civils perpétrés depuis 2014 ont eu lieu dans cette zone du sud, ce qui laisse penser que les ADF ont l'intention d'y rester discrètes et d'entretenir des bonnes relations avec les communautés locales. Des responsables chargés de la sécurité locale et le Groupe d'experts de l'ONU ont relevé qu'il existait dans cette zone des liens étroits entre les ADF et des groupes armés congolais.³²

Depuis l'arrestation de Jamil Mukulu en avril 2015, Musa Seka Baluku dirige le groupe. La structure de commandement (voir Figure 5) est extrêmement similaire à celle que l'on a décrite à des enquêteurs de l'ONU en 2014, à savoir que Hood Lukwago reste à la tête de l'armée, et que la plupart des hauts dirigeants, cités en 2018 par un déserteur ayant de bonnes connaissances du haut commandement des ADF, (informations qui ont été confirmées par des responsables des services de renseignement ougandais) avaient été répertoriés comme hauts dirigeants des ADF il y

a quatre ans, bien qu'ils aient changé de poste depuis.

Le groupe est dirigé par différents officiers, comprenant des dirigeants responsables du service de renseignement, du recrutement, de l'armement, des finances et des soins de santé. De la même manière que d'autres groupes islamistes, tels que Al-Shabaab en Somalie, les branches juridique et exécutive de l'organisation ne font qu'une, et Baluku dirige le conseil de la charia, qui juge les conflits internes et donne les orientations générales au sein de l'organisation. Un ancien combattant a fait référence à Baluku en l'appelant « juge suprême ».³³ L'organisation a mis en place sa version de la charia, appliquant des punitions cruelles pour des crimes allant de la propagation de rumeurs à la trahison. Avant l'offensive des FARDC de 2014, les ADF disposaient d'une prison équipée d'instruments de torture, tels qu'une cellule aux parois cloutées (que les enquêteurs de l'ONU appelaient « Iron Maiden ») et des fosses souterraines.³⁴

Les ADF ont aussi mis en place un système scolaire pour les enfants grâce auquel elles enseignent le Coran ainsi que, du moins avant l'offensive de 2014, les sciences sociales, le kiswahili, l'anglais, le swahili et les sciences.³⁵ Selon deux combattants qui ont déserté avant l'offensive, elles disposaient également d'une banque islamique, où tous les combattants étaient obligés de placer leur argent.

Comme décrit ci-dessous, une stricte hiérarchie sociale est appliquée au sein des ADF, presque tous les postes à responsabilité étant occupés par des combattants ougandais qui participent à la rébellion depuis de nombreuses années. Les combattants du rang masculins bénéficient de certains droits : ils peuvent solliciter auprès de leur commandant un mariage « forcé » avec une femme enlevée, par exemple, et reçoivent de la nourriture et des soins de santé.

Les femmes ont une autonomie limitée, sont soumises à des mariages forcés, faisant d'elles des victimes de viols répétés par le même homme pendant de nombreux mois, et doivent la

Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur

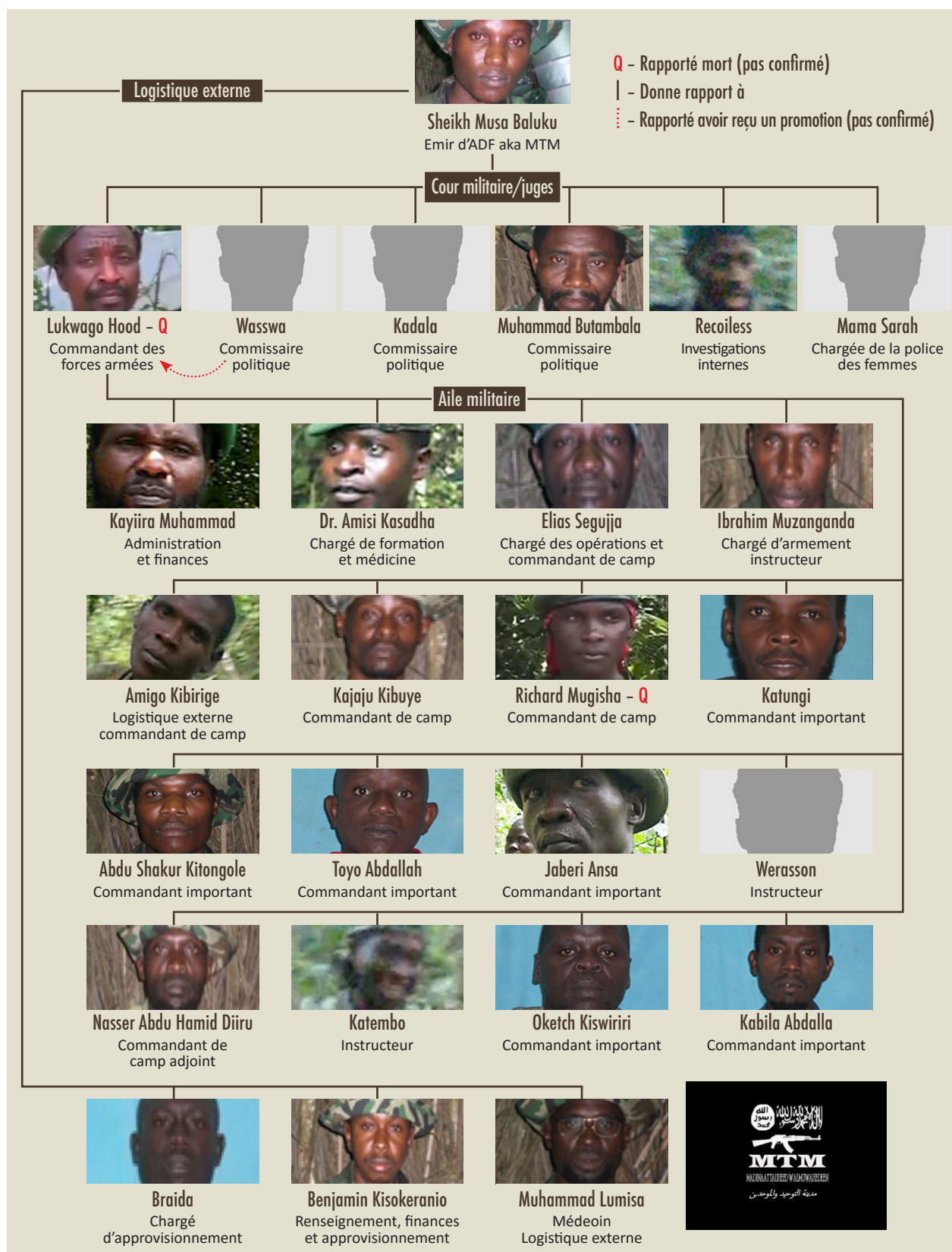


Figure 5: organigramme des ADF³¹

plupart du temps porter une burka qui les couvre entièrement. Néanmoins, les épouses d'officiers supérieurs jouissent de certains privilèges et occupent des rôles importants tels que professeurs, infirmières et superviseurs des camps de femmes. Les femmes sont souvent formées au maniement des armes et elles accompagnent les hommes au combat.

En bas de la hiérarchie sociale des ADF se trouve la *bazana*, terme luganda désignant la maîtresse ou l'épouse d'un prince. Ce groupe est composé en grande partie de civiles congolaises kidnappées depuis 2011. Des enquêteurs de l'ONU expliquent qu'après leur enlèvement, « les *bazana* étaient automatiquement emprisonnées, vivaient dans des conditions inhumaines, étaient forcées de se convertir à l'islam, de faire des travaux forcés et d'épouser des soldats ADF. »³⁶

Au fil des ans, les ADF ont toujours maintenu des liens au sein de la diaspora musulmane ougandaise. Jamil Mukulu voyageait au Royaume-Uni avec un passeport britannique, vivait à Nairobi et conservait des intérêts financiers en Tanzanie. Selon deux déserteurs, des membres de la communauté musulmane du Royaume-Uni ont envoyé de l'argent et aidé les ADF à recruter de nouveaux soldats.³⁷ Des enquêteurs des Nations unies ont découvert, par exemple, qu'entre 2013 et 2014, des ressortissants du Royaume-Uni avaient envoyé par le biais de la Western Union des fonds se montant à au moins à 14 970,84 dollars américains à des membres des ADF localisés dans l'Est du Congo.



Centre de formation des ADF au camp Mwalika en 2011 (Groupe d'experts de l'ONU, 2011)

Liens entre les ADF et d'autres groupes islamistes militants

Compte tenu de la réclusion et de la sécurité opérationnelle du groupe, il a été difficile dans le passé de savoir dans quelle mesure les ADF avaient des contacts avec d'autres groupes djihadistes de la région et si elles pouvaient et souhaitaient mener des opérations en dehors des zones rurales situées dans les environs de Béné. Le gouvernement ougandais a accusé les ADF d'être à l'origine des assassinats d'au moins dix religieux musulmans en Ouganda, d'un ancien commandant des ADF intégré à l'armée ougandaise, ainsi que d'un procureur principal et chef de police. Cependant, les enquêtes sur ces affaires prêterent à la controverse, le président Yoweri Museveni reprochant à sa propre force de police d'être corrompue et infiltrée par des criminels.³⁸ Alors que cinq dirigeants musulmans ont été condamnés pour avoir perpétré certains des massacres, des défenseurs des droits humains et des dirigeants de la communauté musulmane ont remis en cause leur procès.³⁹ Le gouvernement ougandais, qui s'est positionné comme l'un des principaux alliés des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme, a par le passé imputé sans preuves d'autres attaques aux ADF. Il a accusé le groupe d'être l'auteur de l'attentat à la bombe perpétré en juillet 2010 contre plusieurs restaurants de Kampala qui avait tué 65 personnes, mais rien ne permet de confirmer cette affirmation. Les enquêteurs américains avaient alors exprimé leurs doutes à ce sujet.⁴⁰

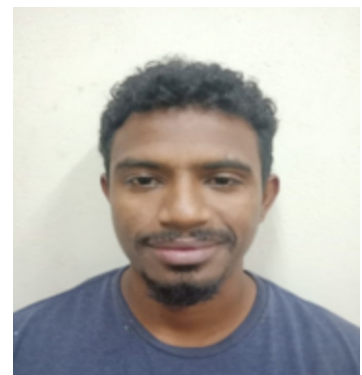
Alors que des experts de l'ONU ont signalé l'éventuelle présence de ressortissants pakistanais et marocains dans les camps ADF (en 2009 et 2010) et d'arabophones (en 2013), plusieurs rapports d'experts des Nations unies sur la République démocratique du Congo, ainsi que de leur collègues des panels de l'ONU sur la Somalie et Al-Qaïda, ont dès lors souligné qu'ils n'avaient trouvé aucune preuve de collaboration avec d'autres groupes islamistes connus.⁴¹ Le rapport de juin 2018 du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC conclut également qu'il n'existe aucune preuve que de tels liens existent.⁴²

À cet égard, l'arrestation de Waleed Ahmed Zein, ressortissant kényan et conseiller financier d'ISIS soumis à des sanctions américaines, est révélatrice : il

s'agit là de la première preuve tangible de liens entre les ADF et les réseaux djihadistes internationaux. Zein a été arrêté en juillet 2018, inculpé de financement du terrorisme, et a été sanctionné par le gouvernement américain en septembre 2018.⁴³ La police kenyane a prétendu qu'il était responsable du transfert de plus de 150 000 dollars via un réseau lié à l'État islamique en Irak et en Syrie (ISIS) qui couvrait de nombreux pays, y compris la RDC.⁴⁴ Des responsables ougandais affirment que Zein était en contact avec les ADF, et une déserteuse des ADF a déclaré au GEC qu'un homme répondant à ce nom lui avait envoyé de l'argent à Kampala.⁴⁵ Des sources proches du gouvernement des États-Unis ont également confirmé que Zein avait envoyé de l'argent aux ADF. Cependant, on ignore dans quelle mesure les ADF sont actuellement en contact avec ces réseaux et la quantité d'argent ou de matériel ayant réellement transitée par ces canaux.

Par ailleurs, comme le suggère l'analyse des vidéos, les ADF semblent de plus en plus vouloir diffuser leurs messages à un public plus large en Afrique de l'Est et tentent de se présenter comme faisant partie d'un ensemble plus vaste de groupes djihadistes radicaux.

La République démocratique du Congo pourrait être intéressante pour les organisations djihadistes en grande partie en raison de la faiblesse de ses institutions publiques et la difficulté d'accès de son territoire. La communauté musulmane, en revanche, constitue une petite minorité qui ne représente qu'environ 3% de la population au niveau national et dans la province du Nord-Kivu.⁴⁶ Cependant, il existe au moins un autre groupe armé dans l'Est du Congo, avec lequel le GEC a été en contact, qui définit ses objectifs selon un discours islamiste militant.⁴⁷ Il est difficile de savoir si ce groupe armé anonyme entretient des relations avec les ADF.



Waleed Ahmed Zein

Analyse des vidéos

Le GEC a obtenu l'accès à un total de 35 vidéos téléchargées sur des comptes membres ADF. Un grand nombre de ces vidéos ont été diffusées en septembre 2017 sur un compte Facebook, alors que d'autres ont été publiées sur Telegram et YouTube. Les vidéos montrent une grande variété de scènes, notamment les lendemains d'attaques des ADF, des messages de propagande faits sur mesure pour le recrutement, des matchs de football et des démonstrations d'arts martiaux, des scènes d'endoctrinement d'enfants et des opérations chirurgicales de combattants blessés.

Les ADF ne disposent pas officiellement d'un département en charge des relations publiques voire même d'un porte-parole, contrairement à beaucoup d'organisations islamistes radicales et de groupes armés congolais. Cinq anciens soldats des ADF, qui avaient tous fait partie de l'organisation pendant de nombreuses années, ont pu reconnaître douze combattants qui apparaissaient dans les vidéos bien que certaines aient été retouchées, en témoignent des visages floutés afin de protéger l'identité d'individus appartenant aux ADF. Un ex-combattant y a identifié Moses, le fils aîné de Jamil Mukulu, ainsi que l'une des femmes de Baluku dans les vidéos.

Le GEC a été en mesure de corroborer des informations concernant certains des endroits où ces images ont été tournées. Un commandant des FARDC et dirigeant de la société civile a confirmé que l'une des vidéos avait été enregistrée sur un site anciennement occupé par les FARDC à Parkingi, à environ 40 kilomètres au nord de la ville de Beni. Un déserteur des ADF et un officier des FARDC ont déclaré que les scènes de l'intérieur du camp des ADF correspondent à ce à quoi ressemblait le camp de Madina avant l'offensive de 2014. En général, les environs, ainsi que la présence d'un grand nombre de combattants armés parlant luganda, swahili congolais, français et kinyarwanda, laissent penser que ces vidéos ont été tournées dans la vallée de la Semuliki, sur le territoire de Beni.

Il s'avère difficile de dater la plupart de ces vidéos. Il y a cependant trois exceptions : l'attaque de Parkingi, pendant laquelle des combattants ADF accompagnés de femmes et d'enfants prennent d'assaut une position des FARDC dans un village, cette attaque qui est visible sur l'une des vidéos, a eu lieu le 12 août 2017. Dans un autre enregistrement, le narrateur parle de l'attaque ayant lieu « le 12 ». Dans un autre encore, un combattant fait référence à John Magufuli, le président tanzanien élu en novembre 2015.

Les vidéos nous amènent aux conclusions suivantes :

Tentative de ralliement avec d'autres groupes islamiste radicaux

Le groupe semble vouloir tenter de s'aligner sur d'autres groupes islamistes militants, se faisant appeler *Madinat Tawhid wa-l-Muwahidin* (MTM, « La ville du monothéisme et des monothéistes »), ou, du moins, de se présenter sous une nouvelle image. Plusieurs vidéos montrent un drapeau ressemblant à celui qu'utilisent ISIS, Al-Shabaab,



Au dessus: Drapeau Daesh En bas: Logo MTM dans les vidéos

Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur

Al-Qaida et Boko Haram, et mettent fortement l'accent sur une interprétation radicale et violente du Coran.⁴⁸ En outre, les FARDC ont trouvé un livre publié par la section de propagande de l'État islamique sur le corps d'un combattant tué à Béni en février 2018.

« À vous tous, et où que vous soyez : au Burundi, en Tanzanie, ou ailleurs. Émigrez et venez vous joindre au combat pour vous assurer que vous faites tout ce qui est en votre pouvoir pour la cause d'Allah et pour mettre fin aux pratiques polythéistes des Infidèles. MTM est l'unique solution et nous n'avons pas peur des menaces. »

Les ADF utilisent le nom MTM depuis au moins 2012, année où un sceau portant cette désignation a été trouvé sur des documents internes. À cette époque-là, le Groupe d'experts des Nations unies croyaient que MTM était le nom d'un camp, et non d'une organisation.⁴⁹ De récents déserteurs ont fourni des informations contradictoires, certains déclarant que MTM est toujours le nom du camp de Madina (ce nom a été utilisé au fil du temps pour faire référence à différents camps principaux des ADF) alors que d'autres disent qu'il est utilisé sans distinction pour évoquer les « ADF ».⁵⁰

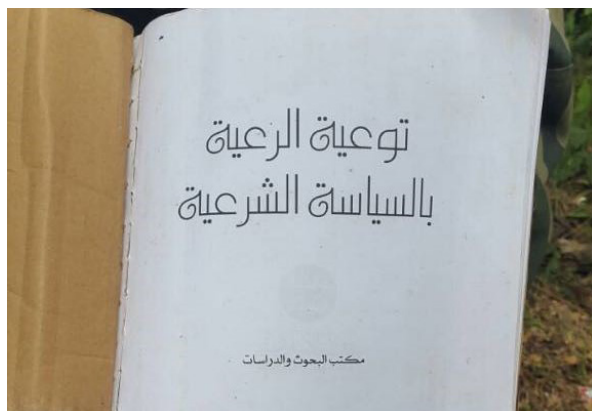
Cela laisse penser que les efforts entrepris pour changer d'image visent principalement à attirer l'attention de l'extérieur, et confirme d'anciens rapports faisant état d'une organisation hautement compartimentée ne laissant circuler que très peu d'informations entre ses officiers supérieurs et ses hommes de troupe. Des déserteurs décrivent

également un commandement secret qui communique peu d'informations, et ce même aux officiers subalternes.



Sceau du MTM apparaissant sur un document interne des ADF en 2012

L'interprétation radicale de l'islam a toujours été un trait caractéristique de l'idéologie des ADF, même si son importance a été assez variable. Les origines du mouvement remontent à une scission au sein de la communauté musulmane de Kampala, Mukulu dirigeant une faction salafiste et radicale de la secte Tabligh qui prônait le retour à un Islam strict et plus proche de la tradition. Il se peut que les lettres "SF", qui apparaissent sur le sceau de MTM présenté ci-dessus, fassent référence à la Fondation Salaf, créée à Kampala en 1992, avec le soutien de Mukulu.⁵¹ Des témoignages au sujet des camps ADF situés dans les contreforts des Ruwenzori décrivent un code disciplinaire strict, mentionnant un commissaire politique chargé de l'enseignement de l'Islam dans chaque camp, évoquant la séparation des femmes et l'application de la charia. Des déserteurs ont ainsi évoqué la lapidation d'un homme accusé d'adultère, une femme dont on a cousu la bouche parce qu'elle avait insulté quelqu'un et l'exécution d'un homme parce qu'il avait tenté de soudoyer un commandant.⁵² Certains de ces cas ont eu lieu récemment, alors que d'autres remontent à une dizaine d'années. Un autre homme, qui a déserté dernièrement, a confirmé les récits décrits précédemment à propos de la discipline stricte appliquée dans les camps, de l'interdiction



Livre que les FARDC ont trouvé sur le corps d'un combattant ADF en février 2018.

de posséder un poste de radio ou de l'argent, et même de chanter et de danser. Il a ajouté que l'on forçait tous les membres du camp à prier cinq fois par jour et que l'enseignement islamique était obligatoire pour tous les enfants.⁵³

Si l'on remonte jusqu'à au moins 2005, Mukulu a lui-même, à plusieurs reprises, fait des sermons et réalisé des enregistrements dans lesquels il exhorte les membres des ADF à tuer des infidèles et des hérétiques musulmans.⁵⁴ Un officier supérieur des ADF ayant déserté, dont l'enregistrement vidéo dans un camp ADF de l'Est du Congo date probablement de 2014, a déclaré que Mukulu disait ce qui suit :

*C'est pour cela qu'Allah Le Très Haut a dit : ces non-croyants sont comme le bétail. En fait, ils sont encore plus égarés... Donc, battez-vous ensemble contre les polythéistes, comme ils vous combattent ensemble. Même lorsqu'ils nous voient simplement passer dans des villages, ils doivent nous dénoncer à leurs forces des FARDC. S'ils (les civils) vous voient, tuez les polythéistes de manière collective, tout comme ils vous combattent collectivement, abattez-le, abattez-la, décapitez-les sur le champ, n'y réfléchissez jamais à deux fois, n'hésitez pas à leur couper la tête.*⁵⁵

Ce discours remonte à de nombreuses années et met en évidence le raisonnement idéologique qui sous-tend les attaques visant les civils. Dans un enregistrement datant de 2007, Mukulu dit :

*Que les infidèles soient avertis et qu'il soit de leur connaissance que tout ce qu'ils font ne restera pas sans réponse de la part des ADF. Et que, chaque fois que des infidèles tueront un soldat des ADF, les ADF tueront ou exécuteront dix soldats ou civils en représailles. J'espère que les infidèles savent bien ceci et qu'ils peuvent d'ores et déjà en témoigner.*⁵⁶

Cependant, malgré ces déclarations, les ADF n'ont pas massacré de civils de manière systématique au cours de cette période. Ce sont les pressions militaires exercées sur le groupe pendant et après 2014, conjuguées à l'arrestation en 2015 de Jamil Mukulu, qui semblent avoir déclenché les attaques visant la population, comme cela a également été

le cas, quoique à un degré moindre, à la suite des offensives menées en 2005 et 2010. Mukulu avait accaparé la plupart des contacts noués avec les réseaux de soutiens extérieurs, et quand Musa Seka Baluku, leur nouveau chef, a pris le contrôle, il s'est retrouvé aux commandes d'une organisation scindée de toutes parts et sur le point de disparaître. Il est possible que les massacres, tout comme la projection d'un islam militant, aient été des réactions à une fragmentation interne ou à des pressions militaires externes. Ces pressions militaires peuvent avoir entraîné des actes de représailles contre les communautés environnantes, que les ADF voyaient comme des traîtres, tandis que Mukulu pourrait avoir cherché à renforcer son emprise sur l'organisation en appelant au radicalisme.

Néanmoins, il est important de souligner que d'autres figures de l'organisation rendent difficile cette projection d'un islam militant vers l'extérieur. Jusqu'à une période récente, les ADF ont souvent collaboré avec des milices locales en grande partie composées de non-musulmans. Pendant certaines des attaques que les ADF auraient supposément perpétrées, des combattants ont bu et volé de l'alcool.⁵⁷ Les ADF ont été capables d'épouser une idéologie islamiste extrémiste de façon cohérente – notamment en appelant à tuer les *kafiri* (les non-croyants) – bien qu'elles s'engageaient en même temps dans des partenariats opportunistes avec les autorités locales, les FARDC et d'autres groupes armés implantés dans la région, la plupart desquels sont chrétiens.

Dans le passé, des recherches sur les ADF effectuées à partir d'entretiens avec des déserteurs ont invariablement démontré que l'idéologie islamiste militaire n'était que l'une des motivations du mouvement, tout comme l'étaient le racket économique et la simple survie, et que son importance variait au fil du temps.⁵⁸ Dans une analyse pour le compte de la Banque mondiale datant de 2007, on a estimé que la majorité des combattants ADF étaient des congolais « davantage focalisés sur la protection de leurs intérêts commerciaux et lucratifs en RDC que sur l'accomplissement de leurs objectifs politiques en Ouganda »⁵⁹. L'année suivante, lorsque les ADF

se sont engagées dans des négociations de paix avec le gouvernement, il a été signalé qu'elles semblaient beaucoup plus préoccupées par leur réintégration socio-économique en Ouganda que par leurs revendications religieuses.⁶⁰

Des visées au-delà de l'Ouganda

Alors qu'il semble que les hauts dirigeants des ADF – dont aucun ne figure dans les vidéos – soient toujours en grande majorité des Ougandais, la propagande contenue dans les vidéos s'adresse à un public est-africain beaucoup plus large, en témoigne l'emploi du kiswahili, du luganda, de l'arabe, du français et du kinyarwanda. Le kiswahili, langue la plus répandue dans la région, est de loin le plus utilisé dans les vidéos.

Plusieurs des combattants qui apparaissent dans les vidéos viennent du Burundi. Ils parlent en kirundi, mais avec un léger accent, ce qui porte à croire qu'ils sont issus de l'importante communauté musulmane de Bujumbura, pour qui le swahili est souvent la langue maternelle.

L'une des vidéos, qui a été largement diffusée sur les réseaux sociaux, présente un Tanzanien à la peau claire – Ahmad « Jundi » Mahamood – qui parle en arabe. Selon les autorités ougandaises, il avait étudié en Afrique du Sud avant de s'engager dans les rangs des ADF en 2017. La police ougandaise a arrêté son cousin, qui, paraît-il, était sur le point de rejoindre Jundi au Congo. Les autorités ougandaises ont depuis signalé que des combattants provenant du Mozambique et du Royaume-Uni avaient déserté et avaient été arrêtés.

Le rôle des femmes et des enfants

Les femmes et les enfants jouent un rôle important dans l'organisation. Dans deux vidéos qui remontent à la période précédant l'offensive des FARDC de 2014, on peut les voir jouer un rôle actif dans les attaques, que ce soit en participant aux pillages ou en portant des armes. C'est en ceci similaire à d'anciennes images, dont on ne peut définir la date exacte, obtenues par l'armée ougandaise et diffusées sur la chaîne ougandaise NTV en 2013, où l'on peut voir des combattantes armées à l'entraînement et en patrouille⁶¹. Dans

une vidéo, on entend le narrateur réprover des Musulmans qui n'ont pas choisi la voie de la rébellion armée : « Regardez donc ces femmes qui se battent pour Allah ! Et vous, les hommes, vous refusez de vous unir ! »⁶²

Au sein des ADF, la vie est organisée de manière profondément patriarcale, et de nombreux combattants des ADF sont mariés à plusieurs femmes. Alors que les femmes peuvent être autorisées à refuser des demandes en mariage – lesquelles doivent toutes recevoir l'aval des dirigeants du camp – elles ne peuvent le faire que quelques fois et ont la possibilité de dire qu'elles se sentent forcées à épouser des hommes.⁶³ Selon des déserteurs et des recherches précédentes, les femmes remplissent une grande variété de fonctions chez les ADF, que ce soit en tant que gardes, cuisinières, enseignantes, ou infirmières. Il y a peu de femmes parmi les dirigeants militaires, bien que les femmes de commandants des ADF bénéficient de postes à responsabilités à l'intérieur des camps et que certains combattants affirment qu'une femme nommée « Maman Sarah » est en charge du maintien de l'ordre parmi les femmes dans le groupe⁶⁴. Dans une série de vidéos, on voit des femmes fournir des soins médicaux à des soldats vraisemblablement sérieusement blessés.

Une femme ayant déserté les ADF nous a expliqué : « C'était très strict. Nous n'étions pas autorisées à parler à voix haute et ne pouvions pas nous déplacer comme nous voulions. En général, nous devions porter la burka et nous étions séparées de nos enfants. Nous n'avions vraiment aucun pouvoir. »⁶⁵

De nombreuses femmes sont utilisées comme agents des ADF pour obtenir de l'approvisionnement ou des informations et pour attirer de nouvelles recrues dans la région. On les considère plus loyales et moins susceptibles d'être visées par les services de sécurité. Dans au moins un cas récent, on gardait les enfants de la femme d'un officier ADF dans les camps afin de s'assurer de sa loyauté.

Certaines des séquences qui donnent le plus à réfléchir montrent la façon dont les ADF utilisent les enfants. Il existe une vidéo, publiée avant les opérations de Sukola I en 2014, où apparaissent au moins 70 à 80 enfants en train de se faire endoctrinés et de suivre une formation militaire.

Dans cette même vidéo, des femmes sont présentes durant les sessions d'entraînement, regroupées dans une autre partie du camp. D'autres images, qui semblent avoir été tournées depuis, montrent de très jeunes enfants enchaînant des exercices d'arts martiaux.

Une femme qui a quitté l'organisation, mais dont les enfants en font toujours partie, a déclaré : « C'était déprimant. Quand je l'[mon enfant de six ans] ai vu, il parlait du jihad et de comment il allait faire sa *chahada*, pour sacrifier sa vie à Allah⁶⁶. »

Un accroissement de l'hostilité envers les communautés locales

Depuis leur création, les ADF se sont servis de la violence contre les civils comme stratégie militaire. Selon des déserteurs, ce phénomène a plusieurs raisons : cela leur permettait de recruter, de saper l'autorité des gouvernements ougandais et congolais, d'endoctriner leurs propres soldats et de punir la population locale pour avoir collaboré avec leurs ennemis.

Le recours à la violence extrême contre les civils était, au début, principalement utilisé en Ouganda. Entre juin et septembre 1997, les ADF ont tué 38 civils dans le district de Bundibugyo, situé dans l'Ouest de l'Ouganda.⁶⁷ L'année suivante, le groupe a brûlé vifs 50 étudiants à l'Institut technique de Kichwamba, dans le district de Kabarole, et enlevé au moins une centaine d'enfants au cours de plusieurs attaques.⁶⁸ Selon une source, les ADF ont tué jusqu'à 1 000 personnes en Ouganda entre 1996 et 2001.⁶⁹ Ces attaques se sont poursuivies de façon sporadique jusqu'en 2000, année durant laquelle les opérations menées par l'armée ougandaise ont obligé le groupe à déplacer ses bases vers le territoire congolais.

*Le djihad est notre voie et nous méprisons quiconque la déteste. Nous sommes convaincus que nous irons au paradis, et tout ce que cela requiert de poursuivre la résistance.*⁷⁰

Cependant, ce n'est que récemment que le groupe a utilisé la violence à grande échelle contre les communautés congolaises locales. Pendant la majeure partie de leur histoire, les

ADF se sont appuyées sur ces communautés pour leurs activités économiques, pour recueillir des renseignements et pour circuler en sécurité. Par exemple, un rapport complet des Nations unies, qui dresse un inventaire des violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo entre 1993 et 2003, ne recense que deux violations majeures des droits humains commises par les ADF – l'enlèvement et le massacre collectifs de civils en 2000 dans les contreforts des monts Ruwenzori, à la suite d'une opération que les Forces de défense du peuple ougandais (FDPO) avaient menée contre eux.⁷¹ Les rapports de Human Rights Watch sur le Congo pour les années 2008, 2009 et 2010 ne mentionnent aucun abus majeur perpétré par les ADF, tandis que le département d'État américain, dans son rapport annuel 2010 sur les droits humains, se contentait de déclarer : « Les responsables de la MONUSCO ont indiqué que des membres des ADF-Nalu étaient impliqués dans des délits mineurs et des affaires d'extorsion.⁷² » Bien que les ADF étaient certainement coupables d'exactions, celles-ci ne revêtaient pas une importance majeure à l'échelle régionale.

Cependant, cette situation a commencé à changer progressivement en 2010, lorsque l'armée congolaise et les FARDC ont lancé l'opération Ruwenzori contre les ADF. Le groupe armé, probablement en collaboration avec les milices locales Maï-Maï et RCD/K-ML qui se mobilisaient aussi à cette même période, a déclenché une vague d'exactions à l'encontre des civils, concentrée sur cette même région du nord-est de Béni qui deviendrait l'épicentre d'actes de violence entre 2014-2018.⁷³ Les enlèvements sont devenus extrêmement fréquents. Selon des dirigeants de la société civile, 660 personnes ont été kidnappées dans les environs de Béni entre 2010 et 2013. Néanmoins, il semblerait qu'une partie de ces kidnappings aient été perpétrés par d'autres acteurs.⁷⁴ Le Groupe d'experts a attribué ces enlèvements aux ADF et à des groupes armés en lien avec le RCD/K-ML. Un jeune de dix-neuf ans, qui s'est échappé des ADF en 2013 après y avoir passé six ans, a déclaré : « Avant, l'armée et les ADF cohabitaient très bien. Mais depuis que le gouvernement a lancé ses opérations contre les

ADF en 2010, ils sont devenus agressifs⁷⁵. »

Les enregistrements vidéo dont il est question ici semblent montrer que le discours employé par le mouvement a changé : d'une guerre contre le gouvernement ougandais il s'est orienté vers un combat plus général en faveur de l'islam. Un combattant qui a déserté les ADF en 2016 nous a décrit cette tendance : « Avant, les ADF attaquaient l'Ouganda. C'était un combat politique. Ils tuaient des civils dans ce contexte-là. À présent, ils tuent les Congolais avec lesquels ils ont vécu pendant des années⁷⁶. » Dans l'une des vidéos (N°2), qui montre un match de football le jour de l'Aïd on demande à un combattant : « Qu'est-ce qui te

rend heureux en ce jour de l'Aïd » Il répond en riant : « Rien, sauf qu'en fin de compte, nous devons juste abattre les *kafir*s [non-croyants]. » Dans une autre vidéo (N°3), le narrateur filme les cadavres de soldats des FARDC, expliquant que ces *kafir*s tentaient de s'opposer à l'islam. Dans une autre encore (N°1), un combattant déclare : « Nous abattons des infidèles qui haïssent le Coran et nous faisons aussi la même chose aux hypocrites. »

Conclusion

Les ADF jouent un rôle important dans le conflit armé qui sévit dans les environs de Béni, où pas moins d'un millier de civils ont été tués depuis octobre 2014. Ce rapport a présenté une analyse de ce groupe en s'appuyant sur une nouvelle collection de vidéos que l'organisation a publiées, des entretiens réalisés auprès d'anciens combattants et de membres des services de sécurité congolais et ougandais, ainsi que sur des informations disponibles au public.

L'image qui en ressort est celle d'une organisation en mutation, qui subit une pression militaire importante et qui opère des changements idéologiques et organisationnels de l'intérieur. Ces vidéos, ainsi que l'arrestation d'un conseiller financier d'ISIS au Kenya, laissent penser que le groupe est en train de tenter de s'aligner sur le mouvement djihadiste plus vaste implanté en Afrique de l'Est, bien qu'il soit difficile de savoir à quel point ces liens sont étroits et capables de fonctionner.

Démanteler les ADF et s'attaquer aux divers acteurs impliqués dans les vagues de violence perpétrées dans la région de Béni nécessitera une approche globale. L'armée congolaise, ainsi que les Nations unies et autres partenaires de la région, devront fournir les ressources nécessaires à leurs troupes pour mener des opérations de contre-insurrection comprenant une stratégie claire visant à protéger les civils. Étant donné que les ADF et d'autres groupes armés sont profondément enracinés dans la société locale, le gouvernement devra cependant se montrer capable d'arrêter les hommes d'affaires, les hommes politiques et les officiers de l'armée impliqués dans les exactions, et d'élaborer un plan destiné à résoudre les injustices les plus importantes relatives à l'exclusion sociale, à l'accès à la terre et à la gestion des pouvoirs coutumiers.

À l'échelle régionale, le gouvernement ougandais, avec l'aide de ses partenaires, devra déployer des efforts afin d'empêcher la radicalisation de ses jeunes, d'assurer la réinsertion de factions au sein de la communauté musulmane et d'arrêter

les membres des réseaux djihadistes de la région. Tout ceci nécessitera aussi davantage de recherche pour savoir si les ADF représentent une menace pour d'autres pays dans la région, déterminer le nombre de recrues qu'elles ont réussi à mobiliser ces dernières années et comprendre la nature des liens qu'elles entretiennent avec des groupes armés locaux et des organisations islamistes régionales.

Références

- ¹ Le Kivu Security Tracker, un projet géré par le Groupe d'Étude sur le Congo et Human Rights Watch, a recensé l'homicide de 1 229 personnes dans le Nord et Sud Kivu depuis mai 2017. Les ADF sont responsables d'au moins 105 de ces massacres.
- ² Le CEC a interrogé directement quatre anciens combattants ou personnes à charge des ADF à Kampala et à Béni, et a obtenu des notes d'entretien, des transcriptions ou des enregistrements sonores de douze autres entretiens. Parmi les déserteurs se trouvaient neuf anciens membres des ADF qui avaient abandonné le groupe au cours des quatre dernières années.
- ³ International Crisis Group, « L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu », Briefing Afrique, n° 93, 2012
- ⁴ World Almanach of Islamism, "Tablighi Jamaat," American Foreign Policy Council, le 14 juillet 2011; Fred Burton and Scott Stewart, "Tablighi Jama'at: An Indirect Line to Terrorism," Strator Worldview Report, 2009; Alexiev, Alex, "Tablighi Jamaat: Jihad's Stealthy Legions", *Middle East Quarterly*. 12 (1): 3–11.
- ⁵ Kapferer, Bruce, and Bjørn Enge Bertelsen, eds. *Crisis of the State: War and Social Upheaval*. Berghahn Books, 2009, p. 104; Risdal Kasasira, "Who is ADF's Jamil Mukulu?" Daily Monitor, le 7 août 2015; Mike Ssegawa, "The aftermath of the attack on Uganda Muslim Supreme Council," Daily Monitor, le 4 août 2015.
- ⁶ Risdal Kasasira, "Who is ADF's Jamil Mukulu?" Daily Monitor, le 7 août 2015.
- ⁷ « L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu », op. cit., fn 19.
- ⁸ Groupe d'Études sur le Congo, "Governing from the Shadows: Armed Politics in Beni Territory," à paraître bientôt.
- ⁹ La mise à l'écart d'Hassan al-Turabi, qui avait été en contact avec les ADF, au sein du Parti du congrès national soudanais au pouvoir en 1999, était un autre facteur.
- ¹⁰ Interview avec un ancien membre des ADF, à Kampala, le 19 juin 2017. Selon d'autres entretiens, les femmes célibataires étaient séparées des hommes dans les camps mais d'autres femmes vivaient avec leurs maris et étaient en contact avec des hommes.
- ¹¹ Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, S/2014/42, le 23 janvier 2014, p.22
- ¹² Kristof Titeca et Koen Vlassenroot (2012) Rebels without borders in the Rwenzori borderland? A biography of the Allied Democratic Forces, *Journal des études sur l'Afrique de l'Est*, 6:1, 154-176; Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo : « Lettre datée du 22 janvier 2014 du coordonnateur du Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo adressée au président du Conseil de sécurité », le 23 janvier 2014.
- ¹³ Le rapport du Groupe d'experts sur le Congo de juillet 2013 estime leur force à entre 800 et 1 200 individus. La même instance a publié un document interne sur les ADF dans son rapport de janvier 2015 estimant le nombre d'individus à 110, chiffre que d'anciens combattants ont confirmé à l'ONU.
- ¹⁴ Groupe d'Étude sur le Congo, « Massacres à Béni : Violence politique, dissimulation, et cooptation », septembre 2017; Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, « rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 du Conseil de sécurité », S/2016/644, Annexe 57.
- ¹⁵ Groupe d'Études sur le Congo, « Massacres dans le territoire de Béni : Violence politique, dissimulations et cooptation », septembre 2017.
- ¹⁶ Voir le Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 du Conseil de sécurité, (2014), » S/2015/19, 12 janvier, 2015, pp. 4-12; et le Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 7 de la résolution 2198 (2015) du Conseil de sécurité, » S.2016/466.
- ¹⁷ Groupe d'Étude sur le Congo « Qui sont les tueurs de Beni? », mars 2016.
- ¹⁸ Groupe d'experts sur le Congo de l'ONU, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité 2136 (2014), » S/2015/19, le 12 janvier, 2015, pp. 4-12.
- ¹⁹ Ibid, p. 6.
- ²⁰ Ibid, p. 7.
- ²¹ Trois interviews avec les Nations unies et des officiers FARDC à Béni et Goma, novembre-décembre 2015.
- ²² Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du Groupe d'experts » S/2015/1102, le 28 décembre

- 2016, p. 11; Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC «Rapport final du Groupe d'experts, » S/2018/531, le 4 juin 2018, p. 9.
- ²³ Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du Groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité 2136 (2014), » S/2015/19, le 12 janvier, 2015, p. 69.
- ²⁴ Groupe d'experts sur le Congo de l'ONU, « Rapport final du groupe d'experts établi en application du paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité 2078 (2012), » S/2013/42, le 23 janvier 2013.
- ²⁵ Tous les incidents publiés sur le site du Kivu Security Tracker sont confirmés par au moins trois sources indépendantes et fiables et par des points focaux KST, en collaboration avec l'équipe de gestion de KST.
- ²⁶ Interviews par téléphone avec deux officiers des Nations unies à Béné, le 21 juin 2018, le 28 juin 2018, le 30 août 2018. Interviews avec des membres des milices locales le 30 mai 2018 et le 23 septembre 2018.
- ²⁷ Fiston Mahamba, "Congo launches offensive against Ugandan rebels in its east," Reuters, le 14 janvier 2018.
- ²⁸ Top Congo, « Offensive générale lancée contre les ADF (FARDC) », le 13 janvier 2018.
- ²⁹ Entretien du GEC avec 3 officiers principaux des FARDC impliqués dans les opérations contre les ADF autour de Béné, juin 2018.
- ³⁰ Kivu Security Tracker
- ³¹ Basé sur une interview du GEC avec un ancien combattant des ADF qui était en contact avec le haut commandement. Des informations supplémentaires ont été obtenues lors d'entretiens menés par le personnel de la Bridgeway Foundation avec quatre autres militaires de haut rang qui ont récemment déserté des ADF.
- ³² Entretien avec un haut responsable de la sécurité congolaise à Londres, juin 2018 ; entretien avec un officier des FARDC à Béné, juillet 2018.
- ³³ Selon des enquêteurs de l'ONU, les ADF disposaient de deux tribunaux : un tribunal inférieur présidé par Baluku et un tribunal supérieur dirigé par Mukulu. On ne sait pas vraiment si ces tribunaux ont fusionné depuis l'arrestation de Mukulu. Groupe d'experts de l'ONU sur la RD Congo, « Rapport final du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité », S/2015/19, op. cit., p. 65 .
- ³⁴ Groupe d'experts sur la RD Congo de l'ONU, « Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité », S/2014/428, le 25 juin 2014, p. 51.
- ³⁵ Ibid, p. 50.
- ³⁶ Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du Groupe d'experts, établi en application du paragraphe 5 de la résolution 2136 (2014) du Conseil de sécurité », S/2015/19, op. cit., p. 29.
- ³⁷ Entretien avec un ancien membre des ADF, Kampala, le 19 juin 2017 ; entretien avec un ancien membre des ADF, Kampala, janvier 2016.
- ³⁸ Charles Mpigi Mwanguhya, "Clean up your house, Museveni tells police over Kaweesi killing," The East African, March 20, 2017. Les services du Procureur général ont également reproché à la police de rechercher de fausses pistes et d'avoir arrêté un grand nombre de suspects sans preuves.
- ³⁹ Al Jazeera, "Uganda jails Muslim leader Sheikh Kamoga over 'terror'", le 25 août 2017.
- ⁴⁰ Entretien avec un responsable américain à Kampala, août 2010.
- ⁴¹ La plus récente analyse de ce type a été faite dans le rapport de mai 2016 du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC. Elle a repris les thèses des rapports de 2015, 2014 et 2013.
- ⁴² Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, « Rapport final du Groupe d'experts », S/2018/531, le 4 juin 2018, p. 8.
- ⁴³ Kevin Kelley, "US Sanctions Waleed Zein, the Kenyan accused of financing ISIS," Daily Nation, le 9 septembre 2018.
- ⁴⁴ Cour Suprême du Kenya, la République Vs Halima Adan Ali et autre [2018] KLR, le 3 septembre 2018.
- ⁴⁵ Entretien avec un ancien membre ADF, Kampala, le 19 juin 2017.
- ⁴⁶ Enquête nationale du GEC/BERCI, 2016.
- ⁴⁷ Entretien du GEC avec un consultant à Goma et Béné en 2016 et 2017.
- ⁴⁸ Ce drapeau apparaît dans trois vidéos et on peut apercevoir l'emblème de MTM dans plus d'une douzaine de vidéos.
- ⁴⁹ Voir Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, « Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo soumis conformément au paragraphe 5 de la résolution 2078 du Conseil de sécurité (2012) », S/2013/433, le 19 juillet 2013, p. 21.
- ⁵⁰ Entretien avec deux différents déserteurs des ADF à Kampala, le 6 février 2018.
- ⁵¹ Olivier Roy et Antoine Sfeir, *The Columbia World Dictionary of Islamism*, New York: Columbia University Press, 2007, p. 380.
- ⁵² Entretien avec un ancien membre des ADF, Kampala,

Le groupe rebelle des ADF vu de l'intérieur

le 19 juin 2017 ; entretien avec un déserteur des ADF, Béni, le 12 mars 2016.

⁵³ Entretiens avec deux déserteurs des ADF à Beni, le 12 mars 2016; Dan Fahey, "Rebel Governance in Eastern Congo: The Case of the Allied Democratic Forces", communication présentée à la 6^{ème} conférence européenne des études africaines, Paris, le 10 juillet 2015.

⁵⁴ Fawzia Sheikh, "New Danger From Ugandan Rebel Group?" Institute for War and Peace Reporting, 2005.

⁵⁵ Enregistrement archivé auprès du GEC.

⁵⁶ Enregistrement archivé au GEC.

⁵⁷ Entretien avec un officier des FARDC à Oïcha, le 30 mai 2018 ; entretien avec un agent de la MONUSCO à Béni, le 21 juin 2018.

⁵⁸ Kristof Titeca and Koen Vlassenroot. "Rebels without borders in the Rwenzori borderland? A biography of the Allied Democratic Forces," *Journal of Eastern African Studies*, 2012, 6:1, 154-176; Lindsay Scorgie, "Peripheral Pariah or Regional Rebel? The Allied Democratic Forces and the Uganda/Congo Borderland," *The Round Table*, 2011, 100:412, 79-93.

⁵⁹ Hans Romkema, « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupe armés étrangers en République démocratique du Congo : Cas des FDLR. FNL et ADF/NALU. » Washington, DC : La Banque mondiale, 2007, p. 8.

⁶⁰ Vlassenroot et Titeca, 2012, op cit.

⁶¹ Voir "Inside ADF Rebel Camps," diffusé sur NTV le 24 août 2013.

⁶² Vidéo intitulée "MTM attacking Parkingi on the 12th."

⁶³ Fahey 2015, pp. 11.

⁶⁴ Ibid., pp. 10-12.

⁶⁵ Entretien avec un déserteur des ADF à Kampala, le 6 février 2018.

⁶⁶ Entretien avec un déserteur des ADF à Kampala, le 6 février 2018.

⁶⁷ Gérard Prunier, « L'Ouganda et les guerres congolaises », *Politique africaine*, vol. 75, no. 3, 1999, pp. 43-59.

⁶⁸ International Crisis Group, « L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu », *Briefing Afrique* N 93, 2012, p. 5.

⁶⁹ Hans Romkema, « Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupe armés étrangers en République démocratique du Congo : Cas des FDLR. FNL et ADF/NALU. » Washington, DC : La Banque mondiale, 2007, p. 65.

⁷⁰ Vidéo de MTM archivée au GEC.

⁷¹ Haut-Commissariat des Nations unies sur la situation des droits de l'homme, « Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaires commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo », Août 2010, p. 174.

⁷² Département d'État des États-Unis, Rapport 2010 sur la situation des droits de l'homme : République démocratique du Congo, <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2010/af/154340.htm>, consulté le 21 mai 2018.

⁷³ Par exemple, voir Radio Okapi, « Nord-Kivu : enlèvements et exactions sommaires dans le territoire de Béni », le 4 octobre 2010.

⁷⁴ Radio France Internationale, « RDC : dans la région de Béni, les ADF-Nalu sèment la terreur », le 17 décembre 2013 ; Le Groupe d'étude sur le Congo, « Massacres à Béni : Violence politique, dissimulation et cooptation », septembre 2017, p. 36.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Entretien avec un déserteur à Béni, le 12 février 2016.

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.